

## THÈME

- État des lieux et identification des points incontournables dans la protection des valeurs de la République

## L'ESSENTIEL

- Tour de table de présentation : une vingtaine de personnes, parmi lesquelles enseignants, syndicats, formateurs, encadrement, mais aussi FCPE, collectivités, police, avocat, partenaires (Autonome, Mgen). Chacun est invité à mettre en avant « le point » auquel il tient dans cet atelier
- Les points qui ressortent :
  - Méconnaissance et distance réciproques entre acteurs de terrain et institution/dispositifs ; difficulté à informer et lier
  - Formation des professeurs nécessaire, et accompagnement tout en respectant la liberté pédagogique ; il faut « donner du sens » au quotidien ;
  - Problème sociétal large qui dépasse l'éducation, nécessite partenariat avec les collectivités ; diversité et richesse des territoires ; inclure les acteurs et ne pas lancer une circulaire comme une injonction supplémentaire
  - Solitude des enseignants ; lenteur de l'administration à réagir ou entendre ;
  - Rôle des parents - et de la parole de l'enfant (FCPE) ; mais aussi interventionnisme et caractère intrusif de la société dans l'école ; problématique des réseaux sociaux
  - Autorité mise à mal, personnels qui la représentent culpabilisés, remis en cause (SNALC) ;
  - Intérêt contraire des chefs d'établissement qui reçoivent lettres de mission réclamant « moins de sanctions ».
  - Flou entretenu sur certaines questions (mères accompagnatrices), parfois contradictions.

## LE SNALC A INSITÉ SUR...

- Ne pas lancer ici un énième débat sur ce qu'est la laïcité : la respecter, c'est d'abord respecter les lois qui protègent les valeurs de la République - ce qui n'exclut ni l'éducatif, ni la bienveillance.
- Les lois existent déjà (« outrage » ; protection fonctionnelle...) : il faut les appliquer
- L'autorité est fondamentale car garantit égalité et liberté. Elle est sapée : nombreuses infractions et dérogations à la loi au nom de la bienveillance, parfois organisées par l'institution ; lâchage, culpabilisation et infantilisation fragilisent les personnels censés porter ces valeurs
- L'unité est nécessaire pour être fort face aux attaques contre ces valeurs : or pressions subies de l'extérieur mais aussi parfois de l'intérieur et de collègues (accusations de réactionnaires, islamophobes...)
- Cadrage national relègue trop souvent l'arbitrage au local, qui passe pour un arbitraire (pression)

## L'AVIS DU SNALC

**Sans surprise, c'est le SNALC qui a posé la question de l'autorité, en soulignant son caractère fondamental dans un travail sur le respect et la protection des valeurs de la République. Ce constat a été repris par Mme Monéger, présidente de l'atelier et ex-directrice de l'IGPN, qui indique avoir rencontré à l'Intérieur les mêmes problématiques que celles qu'énoncent ici les acteurs de l'EN. Toutefois, sans surprise, cette position a aussitôt suscité quelques réactions opposant la nécessaire bienveillance et le rôle de l'éducatif.**

**Un travail de recensement et d'information sur les dispositifs doit être mené, ainsi qu'une réflexion sur « Comment enseigner ces valeurs ? avec quel soutien ? quelle protection ? ». Cet atelier a été lancé plus tard dans le Grenelle, comme l'une des réponses à l'assassinat de Samuel Paty. Malgré la diversité des intervenants et leur analyse des causes, les constats sont assez unanimement partagés, tout comme la volonté de disposer de réponses concrètes et opérationnelles. À suivre...**